

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUILLET 1920.

Proposition de loi relative aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Nous avons espéré que le Gouvernement, soucieux d'améliorer la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, aurait déposé un nouveau projet qui fût mieux en rapport avec les nécessités actuelles et les idées si justes et si raisonnables, exprimées au cours des débats que cette question a fait naître au sein du Parlement.

Le Gouvernement ne nous donnant pas autre chose que de vagues promesses, nous sommes, comme nous l'avons annoncé lors de l'interpellation de l'honorable M. Poncelet, dans l'obligation d'user de notre initiative parlementaire.

Nous avons donc l'honneur de soumettre à nos collègues une proposition de loi relative aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

Dans notre pensée, notre proposition s'applique à toutes les victimes civiles de la guerre et notamment aux déportés qui ont refusé catégoriquement de travailler ou qui n'ont pas travaillé volontairement pour l'ennemi.

Lorsque le projet de loi du Gouvernement a été déposé, on ne possédait pas encore tous les éléments du problème. Mais on ne pouvait pas attendre. Il fallait aller au plus pressé. Eu égard aux solutions à donner aux revendications si légitimes des nombreuses victimes civiles, peut-être a-t-on marché un peu trop vite.

Sans vouloir comparer les services rendus à la défense du pays par les combattants et les victimes civiles, nous pensons que ce n'est pas amoindrir les mérites des premiers que de demander l'égalité entre toutes les victimes pour les réparations à accorder.

C'était déjà l'avis de la Commission qui a examiné le projet du Gouverne-

ment. Si les chiffres qui ont servi alors de base ont été admis, c'est parce qu'à ce moment c'étaient les mêmes qui devaient être adoptés pour les victimes militaires. Les chiffres ayant été majorés pour celles-ci devaient l'être également pour les victimes civiles.

Nous avons donc cherché à faire disparaître toutes les inégalités. Nous n'avons innové en rien. Nous avons marié la loi du 10 juin 1919 concernant les victimes civiles et celle du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires. Nous avons même respecté les textes admis par le Parlement lors du vote de ces lois.

Notre proposition de loi comprend :

1° Les réparations à accorder à ceux qui ont subi des dommages sans que ceux-ci aient occasionné la mort. Ce sont les invalides civils de la guerre.

2° Les réparations à accorder aux conjoints survivants, aux enfants et aux ascendants de ceux qui ont péri sous les coups de l'ennemi ou à la suite des mauvais traitements qu'ils ont dû subir.

Nos collègues, en adoptant notre proposition, feront œuvre de justice.

EUGÈNE BERLOZ.

PROPOSITION DE LOI

relative aux réparations à accorder
aux victimes civiles de la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Les civils belges, notamment les déportés, sauf ceux qui ont travaillé volontairement pour l'ennemi, ont droit à obtenir réparation des dommages qui leur ont été causés par des faits de guerre.

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. c. la victime a droit à partir du jour où le dommage se manifeste à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 3,600 francs pour l'incapacité totale.

ART. 3.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de dix-huit ans, au moment du fait dommageable. Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale. Elle prend fin lorsque l'enfant a accompli sa dix-huitième année.

Les enfants naturels sont pris en considération s'ils ont été reconnus

WETSVOORSTEL

op de vergoedingen toe te kennen aan
de burgerlijke slachtoffers van den
oorlog.

EERSTE ARTIKEL.

De Belgische niet-militairen, met name de weggevoerden, buiten die welke vrijwillig gearbeid hebben voor den vijand, hebben recht op herstel der schade die hun door oorlogsfeiten werd toegebracht.

ART. 2.

Heeft het schadelijk feit een voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht, vanaf den dag waarop de schade zich openbaart, op eene jaarlijksche uitkeering, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 3,600 frank voor de geheele ongeschiktheid.

ART. 3.

Voor elk kind beneden achttien jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene verhooging der jaarlijksche uitkeering toegekend. Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van geheele ongeschiktheid. Zij vervalt wanneer het kind den leeftijd van achttien jaar heeft bereikt.

De natuurlijke kinderen komen in aanmerking, indien zij erkend

ou si le nom de la mère est mentionné dans l'acte de naissance.

ART. 4.

Pour l'incapacité temporaire l'allocation est calculée, comme il est dit aux articles 2 et 3, pour la durée de cette incapacité.

L'allocation peut être renouvelée une ou plusieurs fois à la demande du titulaire, pourvu que la demande soit introduite dans le délai de trois ans à dater de la première décision.

Les frais d'hospitalisation et les frais médicaux sont remboursés.

ART. 5.

Une somme de 300 francs est allouée aux déportés qui ont refusé de travailler ou n'ont pas travaillé volontairement pour l'ennemi.

ART. 6.

Lorsque la victime civile de la guerre, notamment le déporté, aura atteint l'âge de 60 ans, il jouira d'une pension annuelle de 1,000 fr.

ART. 7.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé :

1° Une allocation annuelle de 1,500 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien;

werden of indien de naam der moeder in de geboorteakte is vermeld.

ART. 4.

Voor de tijdelijke ongeschiktheid wordt de uitkeering berekend, zooals is bepaald bij de artikelen 2 en 3, voor den duur dier ongeschiktheid.

De uitkeering kan, op aanvraag van den rechthebbende, een of meerdere malen vernieuwd worden, mits de aanvraag ingediend wordt binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de eerste beslissing.

De kosten van verpleging en de geneeskundige kosten worden terugbetaald.

ART. 5.

Eene som van 300 frank wordt verleend aan de weggevoerden die geweigerd hebben te arbeiden of niet vrijwillig gearbeid hebben voor den vijand.

ART. 6.

Wanneer het burgerlijk slachtoffer van den oorlog, met name de weggevoerde, den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt, trekt hij een jaarlijksch pensioen van 1,000 frank.

ART. 7.

Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1° Eene jaarlijksche uitkeering van 1,500 frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot; de weduwnaar heeft echter alleen dan recht op

2° Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels, les uns et les autres âgés de moins de 18 ans;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de 18 ans dont la victime était le soutien;

c) Aux frères et sœurs, âgés de moins de 18 ans dont la victime était le soutien. Les allocations attribuées sous les lettres a) b) et c) cesseront lorsque les bénéficiaires auront accompli leur dix-huitième année;

3° Une allocation annuelle de 400 francs par tête :

Aux ascendants dont la victime était le soutien.

ART. 8.

Les orphelins mineurs d'âge ont droit tous ensemble à une allocation annuelle égale au montant de la pension que la mère a obtenue ou aurait été en droit d'obtenir, augmentée d'une allocation de 300 francs pour chaque enfant de moins de 18 ans à partir du 2°. L'allocation cessera pour tout bénéficiaire lorsqu'il aura accompli sa vingtième année.

ART. 9.

Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront aux enfants mineurs d'âge dont la mère a été déchue de la puissance paternelle.

die uitkeering wanneer het slachtoffer zijn kostwinner was;

2° Eene jaarlijksche uitkeering van 300 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen en aan de natuurlijke kinderen, beide beneden achttien jaar;

b) Aan de kleinkinderen beneden achttien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was;

c) Aan de broeders en zusters beneden achttien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

De bij littera's a) b) en c) toegekende uitkeeringen vervallen wanneer de rechthebbenden volle achttien jaar oud zijn;

3° Eene jaarlijksche uitkeering van 400 frank per hoofd :

Aan de voorzaten, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

ART. 8.

De minderjarige weezen hebben te zamen recht op eene jaarlijksche uitkeering van gelijk bedrag als het pensioen dat de moeder heeft bekomen of gerechtigd zou geweest zijn te bekomen, verhoogd met eene uitkeering van 300 frank voor elk kind beneden achttien jaar vanaf het tweede. De uitkeering vervalt voor elken rechthebbende, wanneer hij volle twintig jaar oud is.

ART. 9.

De bepalingen van het vorig artikel zijn van toepassing op de minderjarige kinderen, wier moeder uit de vaderlijke macht ontzet werd.

ART. 10.

Lorsque des bénéficiaires, mentionnés aux deux articles précédents, sont atteints d'une infirmité qui les met dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance, ils conservent, même après leur majorité, les allocations qui leur étaient attribuées.

ART. 11.

Toute personne qui justifie avoir recueilli, élevé et entretenu l'enfant orphelin ou abandonné et avoir remplacé ses parents auprès de lui jusqu'au moment de sa déportation, a les mêmes droits que les ascendants du premier degré.

ART. 12.

Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire égale.

ART. 10.

Wanneer rechthebbenden, in de twee vorige artikelen vermeld, zijn aangetast van een lichaamsgebrek, waardoor het hun onmogelijk is in hun bestaan te voorzien, dan trekken zij, zelfs na hunne meerderjarigheid, de uitkeeringen die hun toegekend waren.

ART. 11.

Alwie bewijst dat hij het weeskind of het verlaten kind bij zich opgenomen, grootgebracht en onderhouden heeft en dat hij zijne ouders heeft vervangen totdat hij werd weggevoerd, heeft dezelfde rechten als de voorzaten in den eersten graad.

ART. 12.

De krachtens deze wet verleende vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud afgestaan en in beslag genomen worden.

BERLOZ, Eugène.

A. DEBUNNE.

Elie HAINAUT.

F. FISCHER.

L. PEPIN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JULI 1920.

Wetsvoorstel

op de vergoedingen toe te kennen aan de burgerlijke
slachtoffers van den oorlog.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Wij hadden gehoopt dat de Regeering, met de bedoeling verbeteringen aan te brengen in de wet van 10 Juni 1919 op de vergoedingen toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog, een nieuw ontwerp zou hebben ingediend dat beter zou hebben overeengestemd met de tegenwoordige behoeften en met de zoo rechtvaardige en billijke gedachten die daarover werden in 't midden gebracht bij de bespreking dier zaak in de Kamer.

Daar de Regeering ons echter niets anders geeft dan eenige verre beloften, zien wij ons genoodzaakt, zooals wij het hebben doen kennen bij de interpellatie van den achtbaren heer Poncelet, zelf de zaak in handen te nemen.

Wij hebben dus de eer, aan onze collega's voor te leggen een wetsvoorstel op de vergoedingen, toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

Naar onze opvatting, is ons voorstel van toepassing op al de burgerlijke slachtoffers van den oorlog, en namelijk op de weggevoerden, die krachtadig geweigerd hebben te werken of niet vrijwillig gewerkt hebben voor den vijand.

Toen het wetsontwerp van de Regeering werd ingediend, bezat men nog niet al de gegevens van het vraagstuk. Men kon echter niet wachten. Er moest onverwijld gehandeld worden. Ten aanzien van de oplossing, die moest gegeven worden aan de zoo rechtmatige eischen van de talrijke burgerlijke slachtoffers, heeft men misschien wat al te vlug gehandeld.

Zonder de diensten, bewezen voor de verdediging van het land door de oudstrijders en de burgerlijke slachtoffers, te willen vergelijken, denken wij dat wij de verdiensten der eersten niet zullen verminderen, wanneer wij de

gelijkheid vragen, wat de te verleenen vergoedingen betreft, voor al de slachtoffers.

Dit was reeds het gevoel van de Commissie, die het wetsontwerp van de Regeering onderzocht. Werden toen de cijfers, die tot grondslag dienden, aangenomen, dan was het omdat deze cijfers op dit oogenblik die waren, welke moesten aangenomen worden voor de militaire slachtoffers. En daar de cijfers voor deze laatsten werden verhoogd, moesten zij eveneens verhoogd worden voor de burgerlijke slachtoffers.

Wij hebben dus getracht alle ongelijkheid te doen verdwijnen. Wij hebben niets nieuws ingevoerd. Wij hebben de wet van 10 Juni 1919 op de burgerlijke slachtoffers en deze van 23 November 1919 op de militaire pensioenen in overeenstemming gebracht. Wij hebben zelfs de teksten, door het Parlement aangenomen bij de stemming over die wetten, geëerbiedigd.

Ons wetsontwerp omvat :

1^o De vergoedingen toe te kennen aan hen die schade hebben geleden, zonder dat deze den dood heeft veroorzaakt. Het zijn de burgerlijke invaliden van den oorlog ;

2^o De vergoedingen toe te kennen aan de overlevende echtgenooten, aan de kinderen en aan de bloedverwanten in de opgaande linie van hen, die bezweken zijn onder de slagen van den vijand of ten gevolge van de slechte behandelingen welke zij ondergingen.

Onze collega's zullen, door het aannemen van dit wetsontwerp, eene daad van rechtvaardigheid plegen.

EUGÈNE BERLOZ.

PROPOSITION DE LOI

relative aux réparations à accorder
aux victimes civiles de la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Les civils belges, notamment les déportés, sauf ceux qui ont travaillé volontairement pour l'ennemi, ont droit à obtenir réparation des dommages qui leur ont été causés par des faits de guerre.

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. c. la victime a droit à partir du jour où le dommage se manifeste à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 3,600 francs pour l'incapacité totale.

ART. 3.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de dix-huit ans, au moment du fait dommageable. Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale. Elle prend fin lorsque l'enfant a accompli sa dix-huitième année.

Les enfants naturels sont pris en considération s'ils ont été reconnus

WETSVOORSTEL

op de vergoedingen toe te kennen aan
de burgerlijke slachtoffers van den
oorlog.

EERSTE ARTIKEL.

De Belgische niet-militairen, met name de weggevoerden, buiten die welke vrijwillig gearbeid hebben voor den vijand, hebben recht op herstel der schade die hun door oorlogsfeiten werd toegebracht.

ART. 2.

Heeft het schadelijk feit een voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht, vanaf den dag waarop de schade zich openbaart, op eene jaarlijksche uitkeering, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 3,600 frank voor de geheele ongeschiktheid.

ART. 3.

Voor elk kind beneden achttien jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene verhooging der jaarlijksche uitkeering toegekend. Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van geheele ongeschiktheid. Zij vervalt wanneer het kind den leeftijd van achttien jaar heeft bereikt.

De natuurlijke kinderen komen in aanmerking, indien zij erkend

ou si le nom de la mère est mentionné dans l'acte de naissance.

ART. 4.

Pour l'incapacité temporaire l'allocation est calculée, comme il est dit aux articles 2 et 3, pour la durée de cette incapacité.

L'allocation peut être renouvelée une ou plusieurs fois à la demande du titulaire, pourvu que la demande soit introduite dans le délai de trois ans à dater de la première décision.

Les frais d'hospitalisation et les frais médicaux sont remboursés.

ART. 5.

Une somme de 300 francs est allouée aux déportés qui ont refusé de travailler ou n'ont pas travaillé volontairement pour l'ennemi.

ART. 6.

Lorsque la victime civile de la guerre, notamment le déporté, aura atteint l'âge de 60 ans, il jouira d'une pension annuelle de 1,000 fr.

ART. 7.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé :

1° Une allocation annuelle de 1,500 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien;

werden of indien de naam der moeder in de geboorteakte is vermeld.

ART. 4.

Voor de tijdelijke ongeschiktheid wordt de uitkeering berekend, zooals is bepaald bij de artikelen 2 en 3, voor den duur dier ongeschiktheid.

De uitkeering kan, op aanvraag van den rechthebbende, een of meerdere malen vernieuwd worden, mits de aanvraag ingediend wordt binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de eerste beslissing.

De kosten van verpleging en de geneeskundige kosten worden terugbetaald.

ART. 5.

Eene som van 300 frank wordt verleend aan de weggevoerden die geweigerd hebben te arbeiden of niet vrijwillig gearbeid hebben voor den vijand.

ART. 6.

Wanneer het burgerlijk slachtoffer van den oorlog, met name de weggevoerde, den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt, trekt hij een jaarlijksch pensioen van 1,000 frank.

ART. 7.

Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1° Eene jaarlijksche uitkeering van 1,500 frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot; de weduwnaar heeft echter alleen dan recht op

2° Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels, les uns et les autres âgés de moins de 18 ans;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de 18 ans dont la victime était le soutien;

c) Aux frères et sœurs, âgés de moins de 18 ans dont la victime était le soutien. Les allocations attribuées sous les litteras a) b) et c) cesseront lorsque les bénéficiaires auront accompli leur dix-huitième année;

3° Une allocation annuelle de 400 francs par tête :

Aux ascendants dont la victime était le soutien.

ART. 8.

Les orphelins mineurs d'âge ont droit tous ensemble à une allocation annuelle égale au montant de la pension que la mère a obtenue ou aurait été en droit d'obtenir, augmentée d'une allocation de 300 francs pour chaque enfant de moins de 18 ans à partir du 2°. L'allocation cessera pour tout bénéficiaire lorsqu'il aura accompli sa vingtième année.

ART. 9.

Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront aux enfants mineurs d'âge dont la mère a été déchue de la puissance paternelle.

die uitkeering wanneer het slachtoffer zijn kostwinner was;

2° Eene jaarlijksche uitkeering van 300 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen en aan de natuurlijke kinderen, beide beneden achttien jaar;

b) Aan de kleinkinderen beneden achttien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was;

c) Aan de broeders en zusters beneden achttien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

De bij littera's a) b) en c) toegekende uitkeeringen vervallen wanneer de rechthebbenden volle achttien jaar oud zijn;

3° Eene jaarlijksche uitkeering van 400 frank per hoofd :

Aan de voorzaten, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

ART. 8.

De minderjarige weezen hebben te zamen recht op eene jaarlijksche uitkeering van gelijk bedrag als het pensioen dat de moeder heeft bekomen of gerechtigd zou geweest zijn te bekomen, verhoogd met eene uitkeering van 300 frank voor elk kind beneden achttien jaar vanaf het tweede. De uitkeering vervalt voor elken rechthebbende, wanneer hij volle twintig jaar oud is.

ART. 9.

De bepalingen van het vorig artikel zijn van toepassing op de minderjarige kinderen, wier moeder uit de vaderlijke macht ontzet werd.

ART. 10.

Lorsque des bénéficiaires, mentionnés aux deux articles précédents, sont atteints d'une infirmité qui les met dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance, ils conservent, même après leur majorité, les allocations qui leur étaient attribuées.

ART. 11.

Toute personne qui justifie avoir recueilli, élevé et entretenu l'enfant orphelin ou abandonné et avoir remplacé ses parents auprès de lui jusqu'au moment de sa déportation, a les mêmes droits que les ascendants du premier degré.

ART. 12.

Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire égale.

ART. 10.

Wanneer rechthebbenden, in de twee vorige artikelen vermeld, zijn aangetast van een lichaamsgebrek, waardoor het hun onmogelijk is in hun bestaan te voorzien, dan trekken zij, zelfs na hunne meerderjarigheid, de uitkeeringen die hun toegekend waren.

ART. 11.

Alwie bewijst dat hij het weeskind of het verlaten kind bij zich opgenomen, grootgebracht en onderhouden heeft en dat hij zijne ouders heeft vervangen totdat hij werd weggevoerd, heeft dezelfde rechten als de voorzaten in den eersten graad.

ART. 12.

De krachtens deze wet verleende vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud afgestaan en in beslag genomen worden.

BERLOZ, Eugène,

A. DEBÜNNE.

Elie HAINAUT.

F. FISCHER.

L. PEPIN.

